

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

DECRET N°100/ 002 DU 07 JANVIER 2020 PORTANT REVISION DU  
DECRET N°100/012 DU 14 JANVIER 2005 PORTANT REFORME DE LA  
FILIERE CAFE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/ 09 du 30 mai 2011 portant Code des Sociétés Privées et à Participation Publique ;

Vu la Loi n°1/16 du 25 novembre 2016 portant Modification de l'article 5 de la Loi n°1/01 du 9 février 2012 portant Révision de la Loi n°1/03 du 19 février 2009 relative à l'Organisation de la Privatisation des Entreprises à Participation Publique, des Services et des Ouvrages Publics ;

Vu le Décret n°100/196 du 15 septembre 2016 portant Dispositions Complémentaires de Gouvernance des Etablissements Publics à Caractère Administratif, des Administrations Personnalisées de l'Etat et des Sociétés à Participation Publique ;

Vu le Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Révision du Décret n°100/29 du 18 septembre 2015 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le Décret n° 100/087 du 26 juillet 2018 portant Organisation du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;

Revu du Décret n°100/012 du 14 janvier 2005 portant Réforme de la Filière Café ;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ;

Après délibération du Conseil des Ministres ;

DECRETE :

15 JAN 2020

**Article 1 :** La libéralisation de la filière café est reconnue à tout intervenant suivant les conditions et les normes édictées par l'Etat.

**Article 2 :** La compétence de la pérennisation, de la coordination, de la régulation et de suivi sur tous les maillons de la filière café est reconnue exclusivement à l'Etat à travers ses organes techniques et de régulation.

**Article 3 :** L'établissement et l'exploitation dans l'un ou l'autre maillon de la filière café sont conditionnés par la garantie financière et technique de l'intervenant.

**Article 4 :** L'encadrement de la caféiculture revient à l'Etat via son Organe Technique en collaboration avec les services techniques du Ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions.

**Article 5 :** Selon les compétences, des associations et/ou des coopératives peuvent prêter dans le maillon de production suivant un plan d'actions établi par l'Organe Technique de l'Etat.

**Article 6 :** La perception des frais de développement du secteur café sur les différents intervenants de la filière café est reconnue au seul Organe Technique de l'Etat qui détermine son affectation.

**Article 7 :** Toutes infrastructures, équipements, terrains ou bâtiments de l'Etat cédés ou vendus illégalement sont d'office récupérés et rétrocédés, avec respect de l'art, à la filière café.

**Article 8 :** La part réservataire constitue la part de l'Etat dans les entités ayant acquis le patrimoine de l'Etat.

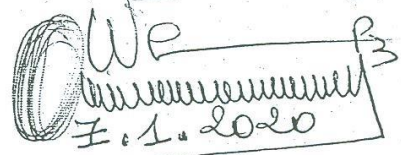
**Article 9 :** Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

**Article 10 :** Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 7 janvier 2020

Pierre NKURUNZIZA.-

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
LE DEUXIEME VICE-PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE,



Handwritten signature of Pierre NKURUNZIZA, dated 7.1.2020.

Dr. Joseph BUTORE.



Handwritten signature of Dr. Joseph BUTORE.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE,



Handwritten signature of Dr. Déo-Guide RUREMA.

Dr. Déo-Guide RUREMA.